

Résolution 3 : Contre le nouveau management et pour une école émancipatrice.

1. Ce texte est avant tout une ébauche de réflexion.
2. Tous les travailleurs de l'éducation se trouvent confrontés depuis quelques années à un management toujours plus agressif et insidieux, qui accompagne les réformes gouvernementales, réformes qui toutes visent à synchroniser la production éducative scolaire aux intérêts immédiats du capitalisme, et à réduire les possibilités de critique et d'action collective des salariés du secteur.
3. Ce management vient du monde de l'entreprise privée où il a fait ses preuves, afin de transformer la nature des services publics et de briser les collectifs de travail.
4. Ce management est omniprésent dans le premier comme le second degré. Il est une pratique continue de Réforme, indépendamment des décrets-lois des gouvernements.
5. Une lutte syndicale spécifique contre ce management est une activité indispensable dans la vie d'une section syndicale comme d'un syndicat départemental. C'est un moyen de réappropriation de son outil de travail collectivement par les travailleurs.
6. Il ne s'agit pas seulement d'en dénoncer les mécanismes, mais d'y substituer immédiatement des propositions actives de reconstitution de collectifs de travail en vue de la socialisation des moyens de production.
7. Au sein de la démarche du Réformateur capitaliste, l'idéologie de la compétence est centrale dans la politique de l'école du socle en direction des élèves. La CGT Educ'action au niveau national revendique son arrêt immédiat.
8. Les personnels, eux, ont à faire face à la méthodologie de projet. Projet d'école, d'établissement, projet interdisciplinaire, projet d'intégration, projet de subventions diverses, projet de réussite éducative, etc. Cette méthodologie devient centrale dans la dernière réforme des collèges. Même les femmes enceintes doivent élaborer un projet de naissance et les chômeurs un projet de retour à l'emploi.
9. Même lorsque nous réussissons à mobiliser dans des luttes locales ou nationales contre les réformes ou leurs conséquences, nous ne parvenons pas pour autant à stabiliser les collectifs de



travail. Car le rouleau compresseur quotidien du management vient rapidement fragiliser le front des travailleurs sur le terrain même des métiers.

10. La stratégie manageriale vise également à créer une forme de co-gestion illusoire entre le travailleur et le décideur à travers des instances non représentatives comme le conseil pédagogique dans les établissements du second degré. Cette méthode expérimentée dans le privé crée des hiérarchies fictives mais dépossédant une partie des travailleurs de leur outil de travail. A cela, nous devons opposer la création et la permanence de collectif de travail avec des décisions communes, débattues.
11. La méthodologie de projet est connotée très positivement, ce qui la rend difficile à combattre.
12. Sont évoqués ici les projets professionnels, c'est-à-dire des dossiers ou des fiches présentant à l'avance des objectifs vis-à-vis d'une action sur un axe le plus souvent imposé par la hiérarchie, le déroulement de cette action, et donc sa fin avant même qu'elle ne débute, et des critères pour évaluer notre travail.
13. Cette manière de soumettre a priori notre travail à la hiérarchie est liberticide, absurde et chronophage. C'est le processus inverse qui doit s'enraciner. Le projet émancipateur doit être porté par les travailleurs seuls en mesure de décider de leur outil et de leur fonctionnement.
14. Initialement, la méthodologie de projet est une technique de contrôle et d'évaluation dans une logique de réduction des coûts. Son fondateur est Henry Gantt (un associé de Taylor).
15. Elle découle de la « gestion axée sur les résultats », qui découle elle-même de la théorie étatsunienne de « rationalisation des choix budgétaires », expression anodine pour désigner l'intention totalitaire de suppression de tout service public par privatisation et transfert aux possédants avec ou sans l'intermédiaire de l'État. Totalitaire en ce sens qu'il s'agit de soumettre la totalité de l'activité humaine à la logique de la marchandise.
16. Cette gestion axée sur les résultats a contaminé l'ensemble des sphères publiques institutionnelles. Qui ne fixent plus que des objectifs techniques, sur des résultats chiffrables, déconnectables des vrais enjeux et qui empêchent toute possibilité de penser politiquement une question.
Par exemple une campagne pour la réduction de la pauvreté (qu'on peut réduire, surtout en la fixant au seuil de 2 dollars par jour, en continuant à augmenter les inégalités). Ou encore une campagne internationale pour la scolarisation des fillettes en primaire pour prétendre résoudre la question politique de l'égalité entre les hommes et les femmes. Désormais dans l'éducation nationale des campagnes sur la bienveillance scolaire, la parentalité, avec des indicateurs chiffrés et des compilations d'items et de résultats par la hiérarchie, ou plutôt « les pilotes ».
17. La méthodologie de projet sert à importer dans la société le fonctionnement de l'entreprise. Tout doit être rentable, tout doit s'autofinancer, tout est marchandise. Tout doit être soumis à

un impératif de résultat dans une maîtrise des coûts. Tout s'inscrit dans un temps court qui rend impossible une pensée à long terme.

18. L'ensemble des politiques de la ville et des politiques éducatives s'inscrit dans cette logique.
19. Dans les écoles et établissements, le risque est qu'à terme, le financement public ne soit plus versé qu'aux projets au détriment des budgets de fonctionnement, incluant potentiellement un jour les personnels et leurs salaires. Pour le budget des lycées, c'est déjà le cas avec la relation entre le projet d'établissement et l'enveloppe allouée pour le budget de fonctionnement. La répartition des moyens humains répond à la même logique sans partir des besoins réels en terme d'effectifs notamment.
20. Cette méthodologie de projet est bien plus qu'une méthode de rationalisation. Elle est une idéologie, un cadre de pensée dont il faut extraire d'urgence les collectifs de travail.
21. Ceux qui l'introduisent dans le monde éducatif, social, culturel portent la responsabilité d'introduire l'entropie de l'entreprise privée dans notre secteur, sa dépolitisation complète, sa transformation en un monde de marchandises. Ils doivent être syndicalement contrés.
22. La méthodologie de projet est le fer de lance de l'évaluation des personnels, avec les personnels comme partie prenantes, comme la compétence et la reproduction sociale sont ceux de l'évaluation des élèves.



23. Mais le projet tient aussi lieu d'organisation du travail. Mettant en avant en le dévoyant, le terme d'autonomie, qui devient un faux ami, pour finalement signifier adhésion individuelle, soumission volontaire et concurrence. Car ce n'est pas de l'autonomie politique, collective, émancipatrice dont il est question. Mais bien de l'autonomie contrôlée de l'individu libéral consommateur.

24. Cette analyse de la pédagogie du projet institutionnel ne rentre pas en conflit avec les initiatives des collègues qui cherchent, analysent et proposent des initiatives pédagogiques pour faire réussir tous les élèves. La pédagogie n'est pas faite de certitudes mais d'expérimentations dans lesquelles l'erreur est une possibilité.
25. Refuser la méthodologie de projet institutionnel ne veut pas dire qu'il ne faut pas planifier son action, ni prévoir ce que l'on veut faire, ni essayer de réussir, ni vouloir être efficace.
26. Il ne faut pas en rester au stade des intentions ou de la critique étayée, mais la transformer en actes précis.
27. Cela implique de définir l'objectif pédagogique pour nos élèves. Il doit permettre la co-construction d'une culture commune permettant l'émancipation de l'individu, c'est à dire sa capacité à se forger par la confrontation avec ses pairs, avec les enseignant-e-s, avec les

ressources à sa disposition un esprit critique libéré des pressions idéologiques, de faire ses propres choix, de se construire des savoirs et des savoirs faire conceptuels et manuels.

28. La pédagogie ne doit pas permettre le tri social à l'image de la logique du socle mais bien permettre à chaque élève de réussir. Réussir, ce n'est pas satisfaire à l'ensemble des exigences de l'école actuelle pensée et conçue par et pour la classe dominante mais bien, par l'interaction et collectivement, s'émanciper.

29. Le syndicat est le lieu de débat, d'échange et de formation pour une pédagogie émancipatrice. Les syndiqué-e-s peuvent ainsi définir et construire les outils permettant de mener la lutte auprès ds collègues et contre la hiérarchie au sein des collectifs de travail.

30. Il ne s'agit pas d'être prescripteur contre la liberté pédagogique mais de chercher les moyens collectivement pour une école qui joue réellement son rôle et propose une alternative au modèle actuel.

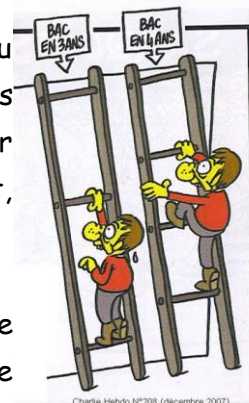
31. La CGT Educ'action 95 doit jouer son rôle de structure professionnelle pour permettre le débat au sein de ses instances.

32. La formation, à l'image de celle sur les compétences, est un bon moyen de favoriser les échanges de nos syndiqué-e-s mais également des collègues qui s'interrogent sur leur métier.

33. Ce débat doit aussi être porté inter-syndicalement avec les organisations qui posent la question du devenir de l'école et de ses objectifs.

34. La CGT Educ'action 95 doit :

- affiner son analyse de la méthodologie de projet.
- penser des méthodes alternatives de pratique professionnelle, et en faire une propagande efficace, notamment auprès des stagiaires et des contractuel-le-s sans quoi la discussion sur l'école émancipatrice ne resterait qu'un vœu pieu.
- organiser un plan de formation professionnelle dont l'objectif sera par exemple de produire un éventail de documents précis et pratiques tels que nous les souhaitons (projets d'école alternatifs, d'établissements, contre PPRE passerelles, contre documents d'orientation, pratiques professionnelles d'enseignement, etc.)
- mettre au point des modules pratiques de désintoxication du langage, utilisables par exemple en HMI



Vote du congrès

32 pour

1 abstention